

Avenant n° 29 du 1^{er} avril 2025

à l'avenant n° 24 du 13 juin 2024
relatif au régime de prévoyance pour les salariés cadres
relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI du 17 novembre 2017

NOR : ASET2550510M

IDCC : 3109

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Alliance 7 ;

CSFL ;

FEDALIM ;

Association des entreprises des glaces ;

Collectif Café,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FGA CFTD ;

CFE-CGC Agro ;

FGTA FO,

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de modifier en le complétant l'article 2 de l'avenant n° 24 du 13 juin 2024 relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance pour les salariés cadres relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI prévoyance du 17 novembre 2017.

En effet, les partenaires sociaux des 5 branches IAD signataires de l'avenant n° 26 relatif au congé de proche aidant ont décidé dans cet accord de permettre le maintien des garanties prévoyance aux salariés durant leur congé de proche aidant total ou partiel.

(Voir page suivante.)

Article 1^{er} | Modification de l'article 2 « Maintien et cessation des garanties de prévoyance »

L'article 2 de l'avenant n° 24 précité est complété du paragraphe suivant :

« Cas des salariés en congé de proche aidant total ou partiel

Les garanties prévoyance sont maintenues durant le congé de proche aidant total ou partiel, sous réserve que le salarié soit bénéficiaire de l'allocation journalière de proche aidant, moyennant paiement des cotisations par le salarié et l'entreprise calculées selon les mêmes règles applicables à la catégorie de personnel dont relève le salarié.

La rémunération mensuelle à prendre en compte pour la détermination de l'assiette et le calcul de la cotisation est égale au montant moyen des rémunérations perçues au cours des 12 mois précédant la période de congé.

Le paiement de la cotisation auprès de l'organisme assureur sur un salaire reconstitué incombe à l'employeur, charge à lui de récupérer la part salariale et la reverser à l'organisme assureur. »

Article 2 | Date d'effet et durée de l'accord

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} jour du mois qui suit son extension.

Le présent avenant sera notifié aux organisations syndicales à l'issue de la période de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Article 3 | Stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4 | Dépôt et extension

Conformément à la législation en vigueur, dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par les organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 2025.

(Suivent les signatures.)